

## **Les grandes masses du budget 2008**

### **Les recettes : 4,319 milliards d'euros**

---

Le projet de budget 2008 est marqué par **augmentation totale des recettes de 193 M€**, dont 133M€ sont liés à la compensation supplémentaire attendue au titre de la montée en régime du transfert des agents techniques des lycées.

La fiscalité régionale et les taxes diverses ne rapporteront que 11 M€ de plus que ce qui était prévu en 2007 et les dotations de l'Etat 33 M€. L'augmentation des recettes hors emprunt par rapport à 2007 provient essentiellement des compensations de l'Etat liées à la décentralisation.

Pour la deuxième année consécutive, **la fiscalité régionale n'augmente pas.**

Après les rattrapages 2005-2006, qui n'ont pas vus pour autant la fiscalité francilienne atteindre le niveau moyen de fiscalité des autres régions françaises, le choix a été fait de ne pas augmenter cette année la fiscalité, pour ne pas faire peser sur les Franciliens les choix délégués de l'Etat en matière de décentralisation.

La progression de l'emprunt (110 M€) permet de financer la progression des dépenses d'investissement (94 M€).

Ces équilibres permettront de préserver la bonne santé financière de la Région saluée par les agences de notation qui viennent d'attribuer cette année encore à la Région **la notation triple A**, soit la meilleure note possible.

### **Les dépenses : 4,319 milliards d'euros + 7,5 %**

---

Le projet de budget 2008 traduit un renforcement des efforts de la Région en faveur des quatre grandes priorités de la mandature. Il augmente de 7,5 % par rapport à 2007 et atteint 4,319 milliards d'euros.

#### **L'investissement (45 %)**

Les dépenses d'investissement sont renforcées : les crédits de paiement connaissent une hausse sensible par rapport à 2007 (+ 94 M€, soit + 6 %) et atteignent 1,651 milliards d'euros. Les autorisations de programme s'élèvent à 1,945 milliard d'euros, en augmentation de 3,2 % par rapport à 2007 afin notamment de satisfaire aux engagements du contrat de projets.

#### **Le fonctionnement (55%)**

En fonctionnement, l'augmentation des crédits de paiement (2,472 milliards d'euros, soit + 8,7 %) permet à la Région de tenir les engagements pris au titre de l'apprentissage, de la tarification sociale dans les transports, des emplois tremplins, et de prendre en charge les transferts de compétences avec l'accueil de 4 400 agents techniques des lycées qui optent pour la fonction publique territoriale au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Les autorisations d'engagement s'élèvent quant à elle à 2,050 milliards d'euros (+ 2,2 %).

## **Les quatre priorités régionales**

### **Améliorer les Transports en commun : 947,387 M€ en crédits de paiement**

Fonctionnement : 677,38 M€ en AE et en CP

Investissement : 575,70 M€ en AP et 270 M€ en CP

Les crédits de paiement consacrés aux transports en commun auront été multipliés par 2,75 (investissement et fonctionnement) entre 1998 et la prévision d'exécution 2007.

### **Renforcer l'apprentissage et la formation professionnelle : 641,932 M€ en CP**

Investissement : 30,50 M€ en AP et CP

Fonctionnement : 634,38 M€ en AE et 611,43 M€ en CP

Entre 1998 et la prévision d'exécution 2007, les crédits de paiement auront augmenté de 71,1% en investissement et 101,6 % en fonctionnement.

### **Moderniser les lycées: 1 010,757 M€ en CP**

dont 212,574 M€ pour les agents des lycées

Investissement : 417 M€ en AP et 587,96 M€ en CP

Fonctionnement : 210,35 M€ en AE et 422,79 M€ en CP

De 1998 à la prévision d'exécution 2007, les crédits de paiement consacrés à l'enseignement secondaire auront augmenté de 56 % en investissement et fonctionnement hors agents des lycées.

### **Développer l'Ecorégion : 125,432 M€ en CP**

Investissement : 417 M€ en AP et 587,96 M€ en CP

Fonctionnement : 209,97 M€ en AE et 210,22 M€ en CP

Les crédits de paiement ont augmenté de 7% (investissement et fonctionnement) entre 1998 et la prévision d'exécution 2007.

## Les thématiques budgétaires

### **Transports en commun : 947,387 M€** en CP (943,537 M€ en 2007)

En AP et AE, traduisant la capacité d'engagement de la Région : **1 253,087 M€** (+ 12 %).

Les principales interventions sont :

- Financement des grandes infrastructures (contrat de projets) 402,2 M€
- Qualité de service (153,5M€) : Mobilien, accessibilité, rénovation des gares
- Poursuite du programme ambitieux de réalisation mis en œuvre au STIF avec une dotation de 548,5 M€ qui permet de financer :
  - **l'effet année pleine des mesures nouvelles 2006/2007** : première et deuxième phase du renforcement de l'offre sur le réseau structurant bus, train et RER ; mise en place du ticket T+ et fusion des zones tarifaires 6, 7 et 8.
  - **les nouvelles mesures prévues pour 2008** : renforcement de l'offre sur le réseau Transilien et métro, et mise en service de deux projets du CPER 2000-2006 : prolongement de la ligne 13 à Asnières – Gennevilliers en juin 2008 et deuxième étape d'une liaison en site propre bus entre Massy et Saclay.
- Financement de la tarification sociale (81,75 M€) rappel : réduction de 75% sur les cartes oranges pour les titulaires de la carte solidarité transports (CST) et gratuité pour les RMIstes.
- Financement du dézouage de la carte Imagine'R (36,2 M€)
- Prise en charge du fonctionnement du service régional d'information pour le transport des personnes handicapées (INFOMOBI), et extension du réseau PAM au 91 et 92 à fin 2008 (9 M€)

### **Fret par rail et voies navigables : 8,3 M€** en CP (8,9 M€ en 2007)

En AP : **34,4 M€** contre 15,6 M€ en 2007, soit un doublement qui permet :

- l'aménagement et la modernisation des voies navigables (26,2 M€)
- les transports ferroviaires de marchandises (2,7 M€)
- les liaisons multimodales et plateformes de transports combinés (5,5 M€)

### **Environnement des infrastructures de transport et routes : 130,86 M€** en CP

(187,15 M€ en 2007) + 2,9 %

En AP : **100,8 M€** dont les principales interventions sont :

#### **Environnement des infrastructures (32,3 M€ en AP)**

- Protection des riverains contre le bruit : Couvertures d'infrastructures routières comme l'autoroute A6b dans le Val de Marne et le boulevard périphérique (Pte de Vanves) ou pose de protections phoniques sur divers secteurs routiers

#### **Routes (68,5 M€ en AP)**

- Achèvement des opérations du contrat de plan 2000-2006 notamment la Francilienne (7 M€), la déviation de la RN 19 à Boissy Saint Léger (9 M€),
- Poursuite de l'aménagement des infrastructures de voirie départementale
- Aménagement de sécurité routière :
  - Traitement des itinéraires et carrefours dangereux (carrefour de Maladrerie dans les Yvelines, mise en sécurité de la RD 14 dans le Val d'Oise)
  - Gestion du trafic et de l'information des usagers
  - Poursuite de la réalisation de déviations et rocares

**Lycées : 1 010,757 M€** en CP + 21 %

dont 212,57 M€ pour les agents techniques des lycées (835,37M€ en 2007 dont 61,38 M€ pour les agents des lycées) + 3,1 % hors agents des lycées

En AP et AE : **627,353 M€** dont les principales interventions sont les suivantes :

- **Lancement des études de construction pour 2 lycées neufs** ou 3 à 4 internats pour faire face à la relance de la démographie scolaire (20M€)
- Inscription des constructions dans une démarche de développement durable : **un lycée Kyoto « zéro énergie »** (bilan énergétique nul), qui consomme 10 fois moins d'énergie qu'un lycée neuf certifié HQE.
- **Une quinzaine d'opérations de rénovation** avec attention particulière en faveur de l'accessibilité des bâtiments et la modernisation des cantines (341,6 M€)
- Renouvellement de la campagne d'attribution des clés USB (1,8 M€)
- **Généralisation des Espaces Numériques de Travail** (3 M€ en investissement et 1,4 M€ en fonctionnement)
- **Extension des aides sociales aux élèves de BTS et CPGE** (1,45 M€) : demi-pension, équipement, inscriptions aux concours.
- Aide aux déplacements pédagogiques en Région (budget transports 0,5M€)
- Poursuite du transfert des agents techniques des lycées avec l'arrivée au 1<sup>er</sup> janvier 2008 de 4 400 agents supplémentaires ayant optés pour une intégration dans la FPT. Au total, la gestion des 6 525 agents titulaires et des 698 non titulaires mobilise 212,57 M€ auxquels s'ajoutent les crédits affectés aux agents techniques des lycées dans le secteur privé qui s'élèvent à 17,4 M€ et les emplois aidés (2,14 M€)

**Formation Professionnelle et Apprentissage : 641,932 M€** en CP (648,48 M€ en 2007)

En AP et AE : **664,88 M€** afin d'assurer une formation tout au long de la vie et la sécurisation des parcours professionnels.

Les principales interventions sont :

- 381,06 M€ pour l'apprentissage dans le cadre du COM Etat / Région avec l'objectif de 100 000 jeunes en CFA d'ici 2010. La barre des 86 000 sera franchie en 2008.

275,8 M€ pour la formation professionnelle, autour de **trois grands axes** :

1/ **les politiques d'insertion professionnelle (92,8 M€)** principalement tournées vers les jeunes, dont :

- la mise en œuvre du nouveau dispositif « Avenir Jeunes » : offre de formation avec parcours personnalisés à destination des demandeurs d'emploi sans qualification âgés de 16 à 25 ans (36,2M€),
- Soutien aux 82 missions locales et mesures spécifiques (Parcours d'Orientation Professionnelle, parrainage et aides au transport : 19,84 M€)
- **Le financement des 9 Ecoles de la deuxième Chance** dans 5 départements à destination des jeunes sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification

2/ **les politiques de qualification et d'accès à la qualification (172,4 M€)** comprenant les programmes Région et AFPA pour élever le niveau de compétences des demandeurs d'emploi. Une déclinaison territoriale sera mise en œuvre en 2008.

3/ **les politiques d'appui à la formation des salariés (10,5 M€)** au bénéfice de la formation des salariés les moins qualifiés, notamment dans les petites entreprises et dans les entreprises confrontées à des restructurations. Elles permettent également d'appuyer la promotion sociale des salariés.

**Enseignement supérieur : 66,07 M€** en CP (58,141 M€ en 2007) + 13,6 %

---

En AP et AE : **52,488 M€** dont les principales interventions sont :

- Mise en œuvre du Contrat de projets signé en 2007 et qui fait du développement du potentiel francilien d'enseignement supérieur l'une des grandes priorités.

Le financement de plusieurs opérations portant sur des bibliothèques universitaires et bâtiments d'enseignement supérieur est ainsi prévu en 2008 parmi lesquelles la **construction de la bibliothèque centrale de l'Université de Marne-la-Vallée (18,5 M€)** ou encore le lancement des opérations de **réhabilitation du Campus Jourdan** pour l'ENS et l'Ecole d'Economie de Paris, de **construction de l'IUT de Paris VII sur la ZAC Pajol** et des Maisons de l'Etudiant des Universités de Marne la Vallée, Versailles Saint Quentin et Paris Sud.

- Augmentation de l'aide en faveur de la mobilité internationale des étudiants (+ 7 %).
- Poursuite du soutien aux bacheliers titulaires d'une mention « très bien » et boursiers sur critères sociaux dans le cadre du dispositif « Coup de pouce régional » (1,65 M€).
- Expérimentation du monitorat étudiant en bibliothèque (0,3 M€).

**Recherche et innovation : 101,247 M€** en CP (90,28 M€ en 2007) + 12,1 %

---

En AP et AE : **137,833 M€** dont les principales interventions sont:

- Près de la moitié du budget recherche (45 %) consacré aux Domaines d'intérêt majeur (DIM) de la Région. **Deux nouvelles thématiques de recherche seront labellisées en 2008** en sus des douze DIM existants : **agronomie / toxicologie et santé publique**.
- Près de 20 % du budget consacré au soutien aux pôles de compétitivité (la thématique des logiciels libres étant rattachée à System@tic) ainsi qu'aux deux pôles labellisés en 2007 (ASTech et Finance Innovation).
- **Augmentation de 35 % des moyens pour le développement du territoire numérique** (8,1 M€).
- Refonte du système d'aides régionales à l'innovation technologique des PME avec un recentrage autour de l'éco-conception et de l'éco-design (16,4 M€).

**Développement économique et ESS : 67,125 M€** en CP (72,02 M€ en 2007)

---

En AP et AE : **90,13 M€** dont les principales interventions sont :

**Développement économique (58,24 M€ en CP et 77 M€ en AP et AE)**

- Soutien à l'Agence Régionale de Développement (ARD)
- Territorialisation de la politique régionale d'emploi et de développement économique avec le déploiement de nouveaux outils (PACTEs pour l'emploi).
- Développement des filières prioritaires du SRDE et mise en œuvre des nouveaux dispositifs d'aide directe aux PME-PMI.
- Nouveaux outils de financement en capital pour la création/transmission/reprise d'entreprises innovantes, première étape de création d'un Fonds Régional pour l'Emploi et la Formation (FREF).
- Plan d'action régional en faveur des éco-activités.
- Développement de **l'économie sociale et solidaire** avec **13,13 M€ en CP** : soutien aux interventions du fonds d'investissement solidaire d'Ile-de-France (FISIF) ; ouverture du centre de ressources régional de l'ESS.

**Environnement : 125,432 M€** en CP (131,333 M€ en 2007)

---

En AP et AE : **156,573 M€** dont les principales interventions sont :

- **Montée en charge du Plan Energie 2006-2010** pour le développement des énergies locales et renouvelables - habitat et tertiaire (18 M€, soit + 12,5 %); relance de la géothermie et lancement d'un appel à projets pour des bâtiments basse consommation et bâtiments à énergie positive.
- Nouvelle impulsion d'une politique régionale de l'eau avec un renouvellement des contrats de bassin : premier poste budgétaire de la politique de l'environnement (54,49 M€ en AP et AE).
- Renforcement de la politique en matière de déchets : 7,95 M€ en AP et en AE (+127,14 %) : optimisation durable de la gestion des déchets, soutien à la réhabilitation des décharges, élaboration des plans régionaux d'élimination des déchets et soutien à l'Observatoire Régional des Déchets d'Ile-de-France.
- Protection de la biodiversité (26,6 M€), avec le soutien à l'observatoire de la biodiversité « Natureparif » nouvellement créé, à l'AEV et aux Parcs Naturels Régionaux.
- Lutte contre le bruit et qualité de l'air : soutien à Bruitparif et Airparif afin de développer les mesures, soutien aux plans locaux de protection contre le bruit
- Education à l'environnement pour 1 M€ pour accompagner associations et professionnels du secteur.

**Logement, renouvellement urbain et politique de la ville : 166,98 M€** en CP

---

(121,17 M€ en 2007) + 37,8 %

En AP et AE : **223,72 M€** dont les principales interventions sont :

- Construction et rénovation de logements sociaux avec l'objectif des 240 000 logements sociaux construits ou rénovés d'ici 2010
- **Augmentation des objectifs de création de logements étudiants : 9000** nouveaux logements d'ici 2013
- Accompagnement de l'Agence foncière d'Ile-de-France (EPFIF)
- Lutte contre le saturnisme et aides aux copropriétés en difficulté (7 M€)
- Accompagnement des projets de renouvellement urbain avec l'ANRU (40 M€ en AP), tout en poursuivant une action autonome (5 M€)
- Poursuite de la politique d'animation sociale des quartiers

**Santé et action sociale : 59,795 M€** en CP (54,70 M€ en 2007) + 9,3 %

---

En AP et AE : **90,92 M€** dont les principales interventions sont :

- Aide aux structures d'hébergement des personnes âgées (26,1 M€)
- 19 M€ d'AP en faveur de l'hébergement et de l'appareillage des personnes handicapées
- Accueil de la petite enfance, avec l'aide à la construction ou la rénovation de structures d'accueil collectif (5 M€ d'AP) et le chèque API'MOM (1,5 M€ d'AE)
- Aide aux personnes en situation précaire (11,5 M€ d'AP pour construire et rénover des établissements pour les femmes en difficulté, les personnes sans abris, les gens du voyage ; et éradiquer les bidonvilles)
- Intervention pour des programmes de santé tant en investissement (9,3 M€ pour les urgences hospitalières, les centres d'IVG, la périnatalité) qu'en fonctionnement (6 M€ pour la prévention et l'éducation à la santé)

**Formations sanitaires et sociales : 161,197 M€** en CP (156,225 M€ en 2007) + 3,2 %

---

- Augmentation de la contribution au fonctionnement des établissements de formations sanitaire et sociale (+5.2 M€ par rapport à 2007)
- Hausse des aides aux étudiants boursiers (+1,28 M€ par rapport à 2007) et la pérennisation du fonds d'urgence (0,5 M€)
- Mise en œuvre du **schéma des formations sanitaires et sociales** : renforcement des formations de niveaux V : aides soignantes et auxiliaires de puériculture et incitation à la création de 300 places supplémentaires dans les écoles
- 3,31 M€ pour la formation continue des aides soignantes et auxiliaires de puériculture

**Culture : 87,013 M€** en CP (71,463 M€ en 2007) + 21,8 %

---

En AP et AE : **86,385 M€** dont les principales interventions sont :

- Politique régionale du livre et de la lecture (4 M€) : aide aux librairies indépendantes, aux maisons d'éditions indépendantes et aux écrivains. Mise en place d'un centre d'observation et de ressources régional de l'écrit et du livre.
- Soutien à la permanence artistique (25,56 M€): spectacle vivant, lieux culturels, musiques actuelles, soutien aux organismes associés.....
- Politique régionale de soutien au cinéma et à l'audiovisuel (15,422 M€)  
**En 2008, la Région Ile-de-France accompagne le cinéma numérique :**
  - motiver la production numérique par une aide à la fabrication de masters numériques (aménagement du dispositif de postproduction)
  - expérimenter l'installation de projecteurs numériques dans une quinzaine de salles franciliennes. (750 000 €)
- Consolidation des aides aux équipements culturels (21,7 M€), à l'enseignement artistique (4 M€) et au patrimoine (3,8 M€).

**Sécurité : 42,38 M€** en CP (38,35 M€ en 2007) +10%

---

En AP et AE : **35,02 M€** dont les principales interventions sont :

- Création et rénovation des équipements de la police et de la gendarmerie nationales (10 M€) en coordination avec l'Etat
- Sécurisation des lycées (5 M€)
- Sécurité dans les transports en commun (10 M€)

**Sports, Tourisme, Loisirs : 63,367 M€** en CP (57,67 M€ en 2007) + 9,9 %  
En AP et AE : **79,192 M€** dont les principales interventions sont :

---

- **Plan piscines de 10 M€**
- Aménagement des 12 bases de plein air et de loisirs (20,1 M€), notamment la nouvelle base de la corniche des Forts (93), en phase opérationnelle.
- Mise en accessibilité des bases de plein air aux handicapés (1 M€)
- Poursuite du soutien au mouvement sportif (4,98 M€)
- Réseaux d'accueil et d'information touristique (0,96 M€)
- Soutien aux organismes associés : 22,17 M€ dont 19,61 M€ pour le comité régional du Tourisme (CRT)

**Aménagement du territoire et coopération interrégionale : 93,88 M€** en CP  
(90,65 M€ en 2007) + 3,6 %

---

En AP et AE : **105,17 M€** dont les principales interventions:

- Achèvement de la révision du SDRIF
- Développement de l'action en faveur des territoires prioritaires avec quatre grandes OIN : Plaine de France, «Seine-amont» autour d'Orly-Rungis, «ORSA Massy, Saclay, Versailles, Saint Quentin-en-Yvelines» et «Seine-aval» (EPAMSA) (16,55 M€).
- Contractualisation avec les collectivités franciliennes (contrats de territoire, contrats régionaux, contrats ruraux) (45,1 M€)
- Soutien aux agences d'urbanisme (18,6 M€) et notamment à l'IAURIF

En matière de coopération interrégionale :

- Amélioration des liaisons interrégionales avec première phase de l'électrification de la liaison ferrée Paris-Troyes et liaison rapide Normandie Vallée de la Seine (LRNVS),
- Développement d'un volet environnemental de coopération interrégionale, dans le cadre du Contrat de projets interrégional Etat-Régions (CPIER) sur le Plan Seine.
- Prévention des inondations - bassin de l'Oise et sites de l'Aisne

**Actions internationales et européennes : 7,377 M€** en CP (7,28 M€ en 2007) + 1,3 %

---

En AP et AE : **9,59 M€** dont les principales interventions sont :

- Développement des actions européennes (1 M€)
- Création d'une nouvelle action en faveur des transports dans les zones de coopération décentralisée (2 M€)
- Nouveaux partenariats de coopération décentralisée, notamment District fédéral de Mexico et Pékin
- Engagement régional (0,6 M€) aux côtés d'acteurs, notamment associatifs, intervenant hors zones de coopération prioritaire, sur des projets d'intérêt régional

**Démocratie régionale : 5,134 M€** en CP (5,03 M€ en 2007) + 2,1%

---

En AP et AE : **5,425 M€** dont les principales interventions sont :

- Lutte contre les discriminations avec soutien aux permanences d'accueil des personnes victimes de discrimination
- Soutien au développement de la vie associative (0,55 M€) et aux projets citoyens (1,6 M€)
- Soutien au tiers secteur audiovisuel
- Poursuite des travaux du Conseil régional des Jeunes et CRCCH
- Création de la maison des Franciliens sous forme itinérante (bus)

**Administration générale : 185,05 M€** (173,9 M€ en 2007) + 6,4 %

---

En AP et AE : **79,55 M€** dont les principales interventions sont :

- Pour le fonctionnement des services de la Région : 60,16 M€ en CP. Effort à l'équipement informatique et au développement de nouveaux logiciels et progiciels. Augmentation de 16% pour des outils plus performants.
- Renforcement des moyens humains avec une dotation de 92,32 M€ en CP pour les frais de personnel : **création de 60 postes** dont 30 pour la gestion des personnels techniques des lycées.
- Communication sur l'identité régionale maintenue au niveau de 2007.
- Les charges de structure de l'institution régionale (hors agents techniques des lycées) représentent 4,3 % des dépenses réelles totales, soit une situation stable par rapport à 2007.